



CONFÉRENCE

INCLUSION SOCIALE : UNE APPROCHE EUROPÉENNE DE LA SCOLARISATION DES ÉLÈVES HANDICAPÉS

Clermont-Ferrand, 29 et 30 octobre 2008

FRANZÖSISCHE PRÄSIDENTSCHAFT
EUROPÄISCHE UNION *

FRENCH PRESIDENCY
EUROPEAN UNION *

ФРЕНСКО ПРЕДСЕДАТЕЛСТВО
ЕВРОПЕЙСКИ СЪЮЗ *

FRANSK FORMANDSKAB
EUROPÆISK UNION *

PRESIDENCIA FRANCESA
UNIÓN EUROPEA *

EESISTUJARIIK PRANTSUSMAA
EUROOPA LIIT *

RANSKAN PUHEENJOHTAJUUS
EUROOPAN UNIONI *

ΓΑΛΛΙΚΗ ΠΡΟΕΔΡΙΑ
ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΕΝΩΣΗ *

FRANCIA ELNÖKSÉG
EURÓPAI UNIÓ *

UACHTARANACH NA FRAINCE
AN tAONTAS EORPACH *

PRESIDENZA FRANCESE
UNIONE EUROPEA *

FRANCIJAS PREZIDENTŪRA
EIROPAS SAVIENĪBA *

PRANCŪZIJOS PIRMININKAVIMAS
EUROPOS SAJUNGA *

PREŽIDENZA FRANČIŽA
UNJONI EWROPEA *

FRANS VOORZITTERSCHAP
EUROPESE UNIE *

PREZYDENCJA FRANCUSKA
UNIA EUROPEJSKA *

PRESIDENCIA FRANCESA
UNIÃO EUROPEIA *

PREŠEDINTIA FRANCEZĀ
UNIJNEA EUROPEANĀ *

FRANCŪZSKE PŘEDSĚDNÍCTVO
EURÓPSKA ÚNIA *

FRANCOSKO PŘEDSEDSTVO
EVROPSKA UNIJA *

FRANSKA ORDFÖRANDESKAPET
EUROPEISKA UNIONEN *

FRANCOUZSKÉ PŘEDSĚDNICTVÍ
EVROPSKÁ UNIE *



SOMMAIRE

FRANÇAIS

| | |
|--|---------|
| Problématique de la conférence | page 2 |
| Programme détaillé | page 6 |
| Programme détaillé des ateliers | page 8 |
| Problématiques des tables rondes | page 9 |
| Problématiques des ateliers | page 10 |

DEUTSCH

| | |
|--|----------|
| Problematik der Konferenz | Seite 12 |
| Detailliertes Programm | Seite 17 |
| Genaue Programm der Arbeitsgruppen | Seite 19 |
| Problematiken der runden Tische | Seite 20 |
| Problematiken der Arbeitsgruppen | Seite 21 |

ENGLISH

| | |
|---|---------|
| Central theme of the conference | page 23 |
| Detailed programme | page 27 |
| Detailed programme of the workshops | page 29 |
| Issues dicussed by the round tables | page 30 |
| Issues dicussed by the workshops | page 31 |

INCLUSION SOCIALE : UNE APPROCHE EUROPÉENNE DE LA SCOLARISATION DES ÉLÈVES HANDICAPÉS

PROBLÉMATIQUE DE LA CONFÉRENCE

La scolarisation des jeunes handicapés constitue aujourd'hui un défi majeur pour nos systèmes éducatifs et met à l'épreuve leur capacité à assurer l'égalité des droits et des chances à tous les enfants et adolescents. Les enjeux sont fondamentaux pour le devenir de nos sociétés : il s'agit de donner à chacun les moyens de valoriser ses capacités, d'accéder à la connaissance et d'apprendre à vivre ensemble.

Ils impliquent, pour l'école, à la fois la mise en place de nouvelles approches pédagogiques, l'adaptation des apprentissages, la mise en pratique des valeurs de solidarité et de respect de la différence, l'ouverture au travail en équipe et à la collaboration avec les familles.

Cette exigence sociale s'appuie sur un ensemble de textes fondamentaux, élaborés par la communauté internationale, qui en assurent la légitimité et rappellent l'urgente nécessité d'agir.

Parmi les plus récents, trois d'entre eux font référence de façon explicite à l'éducation et à la scolarisation : l'article 13 du Traité d'Amsterdam (juin 1997) qui fait état de l'importance qui doit être accordée à la lutte contre toute forme de discrimination notamment fondée sur un handicap ; les articles 21 et 26 de la Charte des droits fondamentaux intégrée au Traité de Nice, toujours en vigueur depuis 2000, qui reprennent et précisent les dispositions du Traité d'Amsterdam (Charte qui devrait, aux termes du Traité constitutionnel « modificatif » de l'Union européenne en cours de rédaction, devenir contraignante) ; la Convention internationale des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (adoptée par l'ONU en décembre 2006 et signée en mars 2007), en voie de ratification aujourd'hui par une majorité d'États européens, qui prévoit dans son article 24 que « *les États assureront un accès égal à l'éducation primaire et secondaire, à la formation professionnelle, à la formation des adultes et à l'éducation permanente. Les méthodes d'éducation employées doivent inclure les matériaux, techniques pédagogiques et autres formes de communication adéquats. Les élèves qui en ont besoin doivent recevoir un soutien pédagogique... L'éducation des personnes handicapées doit avoir pour objectif de favoriser leur participation à la vie en société, leur sentiment de dignité et leur estime de soi et d'encourager le plein développement de leur potentiel, de leur personnalité, de leur créativité et de leurs aptitudes* ».

La réflexion en France sur ce sujet a connu un long processus de maturation articulé historiquement autour des concepts, inévitablement réducteurs, mais caractéristiques de l'évolution des esprits, de réparation, puis de réadaptation et enfin aujourd'hui de compensation. Après une première étape législative importante en 1975, cette évolution a abouti à l'adoption, le 11 février 2005, d'une loi « *pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées* », qui situe l'éducation et la scolarisation au cœur de ses préoccupations. La scolarisation en milieu ordinaire de tout enfant qui présente un handicap y est posée comme un principe. La responsabilité de l'Éducation nationale est reconnue à cet égard vis-à-vis de tous les enfants et adolescents. Cette scolarisation doit faire appel, si besoin est,

à des mesures d'accompagnement appropriées, définies dans le cadre du projet personnalisé de scolarisation.

Les remises en cause et les réflexions qui ont permis ces évolutions ont été largement inspirées par l'observation des expériences conduites par nos partenaires européens et par les nombreux échanges qui en ont découlé. C'est pourquoi le ministère de l'Éducation nationale, en liaison avec les ministères, les autorités administratives et le milieu associatif concernés, propose aux pays membres de l'Union européenne et à la Commission de formaliser et d'approfondir ce dialogue entre pays européens à l'occasion de la Présidence française de l'Union européenne.

C'est l'objet de cette présente conférence européenne réunissant, sur le thème de « *la scolarisation des élèves handicapés* », des responsables politiques, des élus, les administrations et les services publics, les associations représentatives aux niveaux national et européen, les intervenants publics et privés des secteurs éducatif et médico-social des différents pays.

Ce sera l'occasion de favoriser la réflexion sur les concepts et les pratiques mis en avant par les différents pays pour développer la scolarisation des jeunes handicapés. Cette confrontation de principes fondateurs et d'expériences concrètes ne peut qu'enrichir un dialogue déjà fructueux initié par les échanges entre institutions nationales ou par les initiatives des instances communautaires ou représentatives, comme le Forum européen des personnes handicapées.

L'une des premières réflexions à mener est de s'interroger sur les notions mêmes de scolarisation et d'éducation en situation de handicap. L'interrogation ne porte pas seulement sur la place laissée à l'acquisition des savoirs dans le processus d'éducation d'un élève handicapé, reconnu comme un élève à part entière, capable d'apprendre et de progresser dans la connaissance, et non plus seulement comme un « patient », objet de soins. Elle concerne aussi la relation que l'enfant doit établir avec les divers milieux qu'il côtoie, celui des enseignants, celui des éducateurs, celui des auxiliaires, celui du corps médical et paramédical, celui de ses camarades, celui des familles. Elle concerne aussi, et ce n'est pas moins important, la relation que tous ces milieux peuvent et doivent entretenir entre eux.

Le questionnement sur l'environnement de l'élève n'est certes pas réservé aux enfants handicapés, mais il reçoit chez eux un écho tout à fait particulier et conditionne en grande partie la nature même de l'éducation qu'ils sont en mesure de recevoir.

Cette notion d'environnement se retrouve aussi dans la réflexion qui reste sans doute à approfondir sur les conséquences de la présence de l'enfant handicapé en milieu scolaire ordinaire. Effets sur lui-même, par l'affirmation de ses capacités, par la reconnaissance de son égale dignité, par son entrée dans une communauté ordinaire ; effets sur ses maîtres, ses camarades, les autres familles, qui apprennent, à son contact, à changer leur regard, à partager des valeurs de solidarité, de respect de l'autre, de compréhension de la différence.

Il est clair que c'est toute la communauté éducative, et par là-même la collectivité nationale dans son ensemble, qui tire bénéfice de la présence des élèves handicapés en milieu ordinaire. C'est dire l'importance que revêt pour l'avenir de nos sociétés la réussite de cette scolarisation. Encore faut-il que les conditions d'accueil au sein de l'école se prêtent à cette valorisation réciproque, que l'encadrement soit préparé, que les enseignants et les auxiliaires de vie scolaire soient formés, que les camarades et les parents soient informés, et que l'accompagnement technique soit disponible.

C'est sur les conditions de mise en œuvre de cet ensemble de présupposés et sur les moyens humains et financiers que chacun de nos pays est prêt à consacrer à cette ambition, qu'il pourra être utile d'entendre et de commenter les expériences conduites dans les différents pays européens pour assurer la réussite de la scolarisation en milieu ordinaire.

La volonté de favoriser la scolarisation des jeunes handicapés en milieu ordinaire a inévitablement posé la question du rôle dans l'avenir des établissements d'éducation adaptée. Si la coopération avec les structures spécialisées apparaît comme indispensable à un bon fonctionnement du dispositif, leur place et leur rôle demandent à être précisés. La conférence devra se saisir de ce sujet capital pour le devenir des enfants aux situations de handicap et de dépendance les plus sévères, qu'il faut refuser d'enfermer dans la logique du débat réducteur entre institutionnalisation et désinstitutionnalisation.

Les positions adoptées par les pays européens dans ce domaine sont révélatrices de clivages culturels et constituent une source de malentendus qu'une discussion élargie doit permettre de dépasser. Les évolutions amorcées actuellement à cet égard par certains pays européens montrent que les positions parfois extrêmes adoptées par les uns et par les autres finissent, une fois confrontées à la réalité des situations, par évoluer et par là même trouver des points de convergence. L'idée est bien de dégager – et non de réduire – les valeurs communes qui sous-tendent nos sensibilités et nos approches dans ce domaine.

C'est ainsi qu'en France, dans un contexte où la scolarisation en milieu ordinaire devient la règle, la réflexion est ouverte sur le rôle désormais dévolu aux structures adaptées. La réforme engagée par la loi du 11 février 2005 pose la question du maintien en l'état d'une situation où école ordinaire et structures spécialisées coexistaient sans jamais vraiment se rencontrer. Il n'est pas interdit d'imaginer aujourd'hui la mise en place d'un dispositif souple et perméable, plaçant le service public d'éducation en garant de la continuité du parcours scolaire, fondé sur un projet personnalisé maintenant le plus longtemps possible l'élève dans l'école ordinaire mais n'hésitant pas, si besoin est, à s'appuyer pour une durée déterminée sur les établissements et services adaptés.

Ce débat sur le fond devra permettre d'approfondir le champ des solidarités européennes dans le domaine de la mobilité des jeunes en cours d'études, dont on sait qu'elle est de plus en plus souhaitée et encouragée. Cette quête d'harmonisation et de passerelles entre les systèmes éducatifs européens ne doit pas exclure les enfants handicapés : leurs familles doivent garder leur droit à la mobilité et ils doivent eux-mêmes pouvoir évoluer avec toutes les garanties d'accompagnement nécessaires dans l'espace européen de l'éducation et de la formation. À cet égard, les programmes d'échanges de l'Union européenne peuvent être pris en exemple par l'ouverture qu'ils manifestent à la participation des élèves handicapés. Mais ils ne représentent dans le domaine scolaire qu'une faible partie des possibilités d'échanges offertes aux jeunes : c'est toute la société qui doit s'engager dans ce projet.

Comme c'est le cas pour l'ensemble du secteur éducatif ordinaire, les initiatives et les réformes décidées par les uns dans le domaine de la scolarisation des enfants handicapés engagent, par effet de réseau, tous les autres pays de l'Union. Il est donc important que les responsables européens puissent se parler de leurs réalisations et de leurs projets dans ce domaine. Peut-être dégageront-ils de cette concertation la volonté d'étudier les moyens pédagogiques et pratiques de faire de la scolarisation en milieu ordinaire des enfants handicapés, une avancée collective vers une amélioration des conditions de mobilité scolaire en Europe.

Cette rencontre peut représenter aussi une occasion unique de faire travailler ensemble les administrations publiques et la société civile. Le rôle des associations gestionnaires est particulièrement important en France, il l'est aussi dans de nombreux États. L'organisation d'une telle conférence, compte tenu du rôle joué par le monde associatif en France, n'était pas envisageable sans une présence et une concertation fortes avec ce dernier. La confrontation de ces différents modes de fonctionnement et la mise en relation de cette diversité d'intervenants devrait certainement être porteuse de collaborations entre institutions et organismes publics et privés des pays européens.

Car l'idée est bien, à travers les réflexions et les contacts auxquels va donner lieu cette conférence, de favoriser les échanges de bonnes pratiques entre Européens. La scolarisation des enfants et adolescents handicapés donne lieu dans chacun des pays de l'Union à des mises en œuvre, des expérimentations, des initiatives originales, dont le partage ne peut que contribuer à nourrir les actions des uns et des autres. La conférence peut aider à constituer cette sorte de corpus de références européennes sur les moyens humains et techniques à mettre à la disposition des jeunes handicapés pour leur permettre de réussir leur scolarité en milieu ordinaire.

Dans un domaine où les sensibilités sont vives et où personne ne peut prétendre imposer un modèle, cet échange de bonnes pratiques peut être source d'améliorations concrètes immédiates, mais peut déboucher aussi sur de véritables coopérations entre pays réunissant l'ensemble des intervenants publics et privés du secteur. Un débat pourrait être proposé en ce sens lors du Conseil des Ministres de novembre 2008.

On peut ainsi imaginer que les réflexions issues de la conférence et de cet éventuel débat pourront aider la Commission européenne à concevoir et à élaborer de nouveaux programmes d'incitation et de coopération à destination des États membres. Une amplification de la mobilisation européenne sur le thème de la scolarisation des élèves handicapés répondrait sans doute à l'attente de tous et plus précisément à celle des pays venant d'entrer dans l'Union européenne, chez qui ce dossier revêt souvent une acuité toute particulière.

Il conviendrait enfin que soit évoquée la question du devenir des enfants et adolescents handicapés une fois achevé le cycle des études secondaires. Un point sur les mesures prises actuellement dans les pays de l'Union pour favoriser l'accès des jeunes handicapés aux études supérieures pourrait donner lieu, là aussi, à d'utiles échanges d'expériences et de pratiques. Il devrait surtout permettre d'amorcer la réflexion sur les conséquences que ne manquera pas d'avoir sur l'enseignement supérieur et la formation professionnelle la politique qui se bâtit actuellement au primaire et au secondaire.

Il va falloir, notamment, se consacrer sérieusement à deux questions : celle de la continuité de l'accompagnement des élèves handicapés entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, entre l'école et l'université, et celle de l'augmentation du nombre de poursuites d'études supérieures en milieu ordinaire que devraient entraîner les politiques volontaristes de scolarisation mises en place dans de nombreux pays européens.

INCLUSION SOCIALE : UNE APPROCHE EUROPÉENNE DE LA SCOLARISATION DES ÉLÈVES HANDICAPÉS

PROGRAMME DÉTAILLÉ

Délégué général de la conférence : **M. Albert PRÉVOS**,
inspecteur général de l'Éducation nationale, France

Mercredi 29 octobre matin

9 h 00 - Mot de bienvenue

10 h 00

- **Mme Patricia GUILHOT**, vice-présidente du Conseil général du Puy-de-Dôme, France
- **M. Alain BUSSIÈRE**, vice-président du Conseil régional d'Auvergne, France

Allocution d'ouverture

- **M. Jean-Louis NEMBRINI**, directeur général de l'enseignement scolaire, ministère de l'Éducation nationale, France

10 h 00 - Interventions

10 h 30

- **M. Jørgen GREVE**, président de l'Agence européenne pour le développement de l'éducation des personnes présentant des besoins éducatifs particuliers
- **M. Patrick CLARKE**, membre du comité exécutif du FEPH (Forum européen des personnes handicapées)

10 h 30 - Présentation d'un parcours d'élève handicapé

10 h 45

- **M. Gérard BESSON**, recteur de l'académie de Clermont-Ferrand, France
- **Mlle Catherine PELLETON**, lycéenne de l'académie de Clermont-Ferrand, France

10 h 45 Pause

11 h 15 - Table ronde 1 : « Comment penser les situations de handicap dans le processus de scolarisation ? »

12 h 45

Modérateur : M. Patrick GOHET, délégué interministériel aux personnes handicapées, France

- Experts :**
- **M. Cor J.W. MEIJER**, directeur de l'Agence européenne pour le développement de l'éducation des personnes présentant des besoins éducatifs particuliers
 - **M. Charles GARDOU**, professeur à l'université Lumière Lyon 2, France
 - **Mme Felicity ARMSTRONG**, professeur à l'Université de Londres, Royaume-Uni
 - **Mme Bojana GLOBAČNIK**, Agence européenne pour le développement de l'éducation des personnes présentant des besoins éducatifs particuliers, Slovénie
 - **Mme Annedore PRENGEL**, professeur à l'université de Potsdam, Allemagne

- **Mme Marie-Christine PHILBERT**, Présidente de la FNASEPH (*Fédération nationale des associations au service des élèves présentant une situation de handicap*), France
- **Mme Catherine BIZOT**, inspectrice générale de l'Éducation nationale, France

13 h 00 Déjeuner

Mercredi 29 octobre après-midi

14 h 30 - Travaux en ateliers 1 et 3 simultanément
16 h 00 (*voir programme détaillé page 8*)

16 h 00 Pause

16 h 30 - Travaux en ateliers 2 et 4 simultanément
18 h 00 (*voir programme détaillé page 8*)

20 h 00 Visite et dîner à Vulcania

Jeudi 30 octobre matin

9 h 00 - Restitution par les rapporteurs des ateliers en séance
10 h 30 plénière et synthèse

10 h 30 Pause

11 h 00 - Conférence : « *De l'éducation spéciale à l'éducation
12 h 00 partagée : un nouveau défi* »

- **M. Éric PLAISANCE**, professeur à l'université René Descartes - Paris V, France

12 h 15 Déjeuner

Jeudi 30 octobre après-midi

13 h 30 - Table ronde 2 : « *Quelles convergences pour la mise en
14 h 45 œuvre opérationnelle de la scolarisation des jeunes handicapés en Europe ?* »

Modérateur : **M. Philippe LEFAIT**, journaliste

Experts :

- **Mme Bernadette CÉLESTE**, directrice de l'INSHEA (Institut national supérieur de formation et de recherche pour l'éducation des jeunes handicapés et les enseignements adaptés), France
- **M. Kenneth EKLINDH**, spécialiste principal de l'Unesco, division pour la promotion de l'enseignement de base, bureau de l'inclusion et de l'amélioration de la qualité
- **Mme Filomena PEREIRA**, chef de service, direction des services de l'enseignement spécialisé et du soutien scolaire et éducatif, direction générale de l'innovation et des programmes éducatifs - Lisbonne, Portugal
- **M. Michel SALINES**, vice-président de l'APAJH (Fédération des associations pour adultes et jeunes handicapés), France

14 h 45 - Conclusion par **M. Adam TYSON**, chef d'unité
15 h 05 à la direction générale éducation et culture de la Commission européenne

INCLUSION SOCIALE : UNE APPROCHE EUROPÉENNE DE LA SCOLARISATION DES ÉLÈVES HANDICAPÉS

PROGRAMME DÉTAILLÉ DES ATELIERS

Atelier 1 *Quel est l'environnement humain et professionnel nécessaire aux élèves handicapés pour leur assurer un accompagnement efficace ? Et selon quels financements ?*
Rapporteur : Mme Victoria SORIANO, directrice adjointe de l'Agence européenne pour le développement de l'éducation des personnes présentant des besoins éducatifs particuliers
Modérateur (président de séance) : M. Pierre-François GACHET, ministère de l'Éducation nationale, direction générale de l'enseignement scolaire, chef du bureau de l'adaptation scolaire et de la scolarisation des élèves handicapés, France

Atelier 2 *Quels sont les dispositifs institutionnels déployés en vue de permettre une évaluation fine et pertinente des besoins ?*
Rapporteur : Mme Yvonne BONNER, psychologue, psychothérapeute, responsable de la formation du département de santé mentale de l'unité de santé locale à Reggio Emilia, Italie
Modérateur (président de séance) : Mme Amanda WATKINS, directrice adjointe de l'Agence européenne pour le développement de l'éducation des personnes présentant des besoins éducatifs particuliers

Atelier 3 *Formation des enseignants et des personnels d'encadrement et d'accompagnement des élèves handicapés :
- approche didactique incluant l'apport des TICE
- approche psychologique et relationnelle*
Rapporteur : M. Hervé BENOIT, directeur des études de l'INSGEA (Institut national supérieur de formation et de recherche pour l'éducation des jeunes handicapés et les enseignements adaptés), France
Modérateur (président de séance) : Mme Zsuzsa HAMÓRI-VÁCZY, Agence européenne pour le développement de l'éducation des personnes présentant des besoins éducatifs particuliers, Hongrie

Atelier 4 *Quelle suite à la scolarité obligatoire dans le cadre d'une formation tout au long de la vie ?*
Rapporteur : Mme Carlotta BESOZZI, directrice du FEPH (Forum européen pour les personnes handicapées)
Modérateur (président de séance) : M. Pierre BLANC, directeur général de l'AGEFIPH (Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées), France

INCLUSION SOCIALE : UNE APPROCHE EUROPÉENNE DE LA SCOLARISATION DES ÉLÈVES HANDICAPÉS

PROBLÉMATIQUES DES TABLES RONDES

Table ronde n°1

→ *Comment penser les situations de handicap dans le processus de scolarisation ?*

Les travaux menés par l'Organisation mondiale de la santé en mai 2001 ont conduit à une conceptualisation précise de la notion de handicap. La loi du 11 février 2005 adoptée en France a retenu une définition juridique très proche qui en découle : « *Constitue un handicap, au sens de la présente loi, toute limitation d'activités ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de la santé invalidant* ». Qu'en est-il en Europe ? Disposer d'une définition juridique du handicap constitue-t-il une avancée pour la scolarisation des jeunes handicapés ? Peut-on parvenir à l'échelle de l'Union européenne, à un consensus sur ce qu'est le handicap dans ses diverses dimensions, et qui soit utile et profitable aux personnes handicapées ? La définition portée par la loi française du 11 février 2005 peut-elle constituer la base d'un tel consensus ?

Table ronde n°2

→ *Quelles convergences pour la mise en œuvre opérationnelle de la scolarisation des jeunes handicapés en Europe ?*

Dans tous les pays de l'Union européenne, des mesures variées ont été prises en faveur des jeunes handicapés pour développer leur scolarisation, des efforts financiers plus ou moins importants ont été décidés, des initiatives ont été prises, des évolutions ont vu le jour. Existe-t-il, sur le plan de la mise en œuvre, des constantes à travers toute l'Europe, qui pourraient être unanimement considérées comme absolument nécessaires, tant en termes de normes qu'en termes de bonnes pratiques ? Peut-on déterminer des éléments de convergence opérationnelle qui pourraient faire l'objet d'un consensus général et donner lieu à une orientation commune ?

INCLUSION SOCIALE : UNE APPROCHE EUROPÉENNE DE LA SCOLARISATION DES ÉLÈVES HANDICAPÉS

PROBLÉMATIQUES DES ATELIERS

Atelier 1

→ *Quel est l'environnement humain et professionnel nécessaire aux élèves handicapés pour leur assurer un accompagnement efficace ? Et selon quels financements ?*

À partir d'une évaluation juste des besoins des élèves handicapés, il s'agit de dégager les conditions de la réussite de leur scolarisation en termes thérapeutiques, éducatifs, matériels et autres, parmi lesquelles l'accompagnement humain joue un rôle prépondérant. Quelle doit être, quelle peut être la forme de cet accompagnement ? Par quels acteurs ? Avec quel niveau de spécialisation ? Quels en sont les financeurs et selon quelle répartition ? Quel rôle les familles peuvent-elles endosser dans ce processus ? Quelles formes doit prendre la coopération entre ces acteurs ? Comment la susciter et la coordonner ?

Atelier 2

→ *Quels sont les dispositifs institutionnels déployés en vue de permettre une évaluation fine et pertinente des besoins ?*

La Convention des Nations Unies sur les droits économiques, sociaux et politiques des personnes handicapées met en avant l'interaction avec la vie sociale et l'environnement. Cependant, chaque élève handicapé requiert une réponse adaptée à ses besoins, notamment en matière de scolarisation, laquelle appelle une évaluation pluridisciplinaire : éducative, médicale, pédagogique, psychologique, sociale et rééducative. Il est particulièrement important que les mécanismes institutionnels mis en place donnent lieu à des préconisations qui s'appuient sur des besoins clairement identifiés. Quels sont ces mécanismes dans les différents pays de l'Union ? Quelle logique a présidé à leur mise en place ? Quels en sont les acteurs ?

Atelier 3

- **Formation des enseignants et des personnels d'encadrement et d'accompagnement des élèves en situation de handicap :**
- **approche didactique incluant l'apport des TICE**
- **approche psychologique et relationnelle**

Si les réformes engagées ont pour enjeu principal l'égalité des chances entre tous les jeunes d'un pays, handicapés ou pas, dans la construction d'un parcours de formation réussi, la condition *sine qua non* de leur réussite porte sur la capacité de la grande masse des enseignants exerçant en classe ordinaire à accueillir les élèves handicapés, mais surtout à les prendre en charge sur le plan pédagogique. Il ne s'agit pas de spécialiser ces enseignants, mais de leur permettre, par la formation, initiale et continue, de maîtriser les premières adaptations pédagogiques utiles dans les classes, c'est-à-dire l'ensemble des actes professionnels visant à placer leurs élèves handicapés dans des situations d'apprentissage constructives et efficaces, en regardant plus particulièrement la place des TICE dans ces adaptations. Il s'agit enfin de mobiliser et de préparer les corps d'encadrement afin qu'ils soient en mesure d'aider et d'accompagner les enseignants dans cette mutation. Sous quelle forme, de quelle nature et de quel volume doivent être ces formations ?

Atelier 4

- **Quelle suite à la scolarité obligatoire dans le cadre d'une formation tout au long de la vie ?**

Dans tous les pays de l'Union européenne, il existe une durée, variable, de scolarisation obligatoire pour tous, couvrant le temps de l'enfance et une partie de celui de l'adolescence. Cette durée de scolarisation est classiquement consacrée à l'acquisition par les élèves de compétences minimales, jugées obligatoires et destinées à leur permettre d'aborder une formation supérieure ou professionnelle et à favoriser leur insertion sociale et citoyenne.

Mais de façon très générale, la très grande majorité des élèves poursuit sa formation initiale bien au-delà de cette obligation scolaire.

Qu'en est-il des élèves handicapés ? Quelles perspectives leur sont offertes ? Quels obstacles majeurs s'opposent à une poursuite d'études pour eux ? Quel processus d'orientation scolaire devrait être déployé pour eux ? Quelles mesures d'incitation et d'accompagnement peuvent être mises en œuvre pour la formation tout au long de la vie ?

SOZIALE INTEGRATION - EIN EUROPÄISCHER ANSATZ ZUM SCHULBESUCH BEHINDERTER SCHÜLER PROBLEMATIK DER KONFERENZ

Der Zugang zur Bildung für junge behinderte Bürger ist für unsere heutigen Bildungssysteme eine entscheidende Herausforderung und stellt das Gebot der Chancengleichheit für alle Kinder und Jugendlichen auf eine harte Probe. Diese Herausforderung ist für die Zukunft unserer Gesellschaft entscheidend. Dabei geht es darum, jedem einzelnen Bürger Möglichkeiten zur Verbesserung seiner Fähigkeiten, zum Zugang zu Bildung und zum Erlernen des Zusammenlebens zu bieten.

Für die Schule bedeutet dies gleichzeitig die Einrichtung neuer Pädagogikansätze, die Anpassung von Berufsausbildungskonzepten, die Umsetzung von Solidarität und Respekt vor dem Anderssein, die Öffnung zu Gruppenarbeit und die Kooperation mit den Familien.

Diese Notwendigkeit basiert auf einem Bündel von Grundlagentexten, die von der internationalen Gemeinschaft, die deren Rechtmäßigkeit garantiert, ausgearbeitet wurden, und die in diesem Zusammenhang auf den dringenden Handlungsbedarf aufmerksam macht.

Von den allerneuesten Texten beziehen sich drei eindeutig auf die Bildung und den Schulbesuch: Der Artikel 13 des Vertrages von Amsterdam (Juni 1997), der auf die Bekämpfung jeglicher Art von Diskriminierung hinweist, besonders in Bezug auf eine Behinderung; die Artikel 21 und 26 der Charta der Grundrechte, die seit 2000 in Kraft und an den Vertrag von Nizza angegliedert ist, die die Bestimmungen des Vertrages von Amsterdam erneut aufnehmen und präzisieren (die Charta, die laut dem „geänderten“ Verfassungstext der Europäischen Gemeinschaft im Verlauf der Abfassung rechtsverbindlich werden sollte); die internationale Konvention der Vereinten Nationen für die Rechte von Menschen mit Behinderungen (im Dezember 2006 von der UNO angenommen und im März 2007 unterzeichnet), die sich heute bei der Mehrheit der europäischen Staaten auf dem Wege der Ratifizierung befindet und die in Artikel 24 vorsieht, dass *„die Staaten eine Chancengleichheit in Bezug auf Primär- und Sekundärbildung, Berufsausbildung, Erwachsenenbildung und Weiterbildung zusichern. Zu den angewandten Erziehungsmethoden gehören der Einsatz von Materialien, pädagogischen Techniken und anderen geeigneten Kommunikationsmitteln. Die Schüler, die sie benötigen, müssen pädagogische Unterstützung erhalten. Das Ziel der Erziehung behinderter Bürger ist es, ihre Teilnahme an einem Leben in der Gesellschaft zu fördern, ihr Würde und Selbstwertgefühl zu stärken, sowie die Entwicklung ihres Potentials, ihrer Persönlichkeit, Kreativität und Fähigkeiten zu unterstützen“*.

Frankreich erlebte in Bezug auf dieses Thema einen langen Reifeprozess, der sich historisch anhand von Konzepten manifestierte, die, wenn auch unvermeidbar vereinfacht, für die Entwicklung der Denkweise, die Verbesserung, die Wiedereingliederung und heute schließlich für die Kompensation charakteristisch sind. Nach der ersten entscheidenden legislativen Etappe im Jahre 1975 führte diese Entwicklung am 11. Februar 2005 zur Annahme eines Gesetzes *„für die*

Rechts- und Chancengleichheit, die Teilnahme und die Staatsbürgerschaft behinderter Bürger“, wobei Erziehung und Schulbesuch im Mittelpunkt stehen. Darin gilt das Prinzip der Erziehung behinderter Kinder im normalen Lernumfeld aller Kinder. Die Verantwortlichkeit der Kultusminister erstreckt sich auf alle Kinder und Jugendlichen. Diese Erziehungsmethode appelliert gegebenenfalls an geeignete Erziehungsbegleitmaßnahmen, die sich im Rahmen eines individuellen Erziehungsprogramms definieren.

Die Fragestellungen und Überlegungen, die zu dieser Entwicklung führten, rühren größtenteils aus den Erfahrungen unser europäischen Partner her, sowie aus dem intensiven Austausch, der sich daraus ergeben hat.

Aus diesem Grund schlagen der Kultusminister und die Ministerien, die Verwaltungsbehörden und die damit befassten relevanten Kreise den EU-Mitgliedstaaten und der Kommission vor, diesen Dialog zwischen den europäischen Ländern anlässlich der französischen EU-Ratspräsidentschaft zu formalisieren und zu vertiefen. Diese Initiative findet in Form einer europäischen Konferenz statt, die das Thema *„des Schulbesuchs behinderter Schüler“*, mit den verantwortlichen Politiken, Volksvertretern, der Verwaltung und dem öffentlichen Dienst, repräsentativen Organisationen auf nationaler und europäischer Ebene, Beteiligten im staatlichen und privaten Bildungssektor, sowie im sozialen Bereich der verschiedenen Länder verbindet.

Mit diesem Schritt soll die Reflexion über Konzepte und Praktiken, die in den verschiedenen Ländern hervorgehoben werden, um den Schulbesuch von jungen behinderten Bürgern zu entwickeln, gefördert werden. Diese Gegenüberstellung von Grundprinzipien und konkreten Erfahrungen kann den bereits eingeleiteten fruchtbaren Austausch der nationalen Institutionen oder der Gemeinschafts- oder Vertretungsgemeinschaften, wie das europäische Forum für Behinderte, nur bereichern.

Am Anfang steht dabei natürlich zweifellos ein Nachdenken über den Begriff des Schulbesuchs und der Bildung behinderte Bürger. Es geht hierbei nicht nur um den Platz, der einem behinderten Schüler, welcher als vollwertiger Schüler anerkannt wird, der lern- und entwicklungsfähig ist und nicht als „Patient“ gilt, der Pflege braucht, beim Wissenserwerb im Erziehungsprozess eingeräumt wird. Hierzu gehört ebenfalls der Bezug des Kindes zu den vielfältigen Umgebungen, in denen er verkehrt, die der Lehrer, der Erzieher, der Hilfskräfte, die des medizinischen und paramedizinischen Personals, die der Mitschüler und die der Familien. Von gleicher Wichtigkeit sind auch die Beziehungen, die all diese Milieus untereinander unterhalten können und müssen. Die Problematik des Umfeldes des Schülers ist sicher nicht auf behinderte Kinder begrenzt. Sie hat jedoch bei diesen einen ganz besonderen Stellenwert und bestimmt zu einem großen Teil die Art der Bildung, die ihnen zuteil wird.

Der Begriff des Umfeldes findet sich in den Überlegungen über die Folgen wieder, die ein behindertes Kind im normalen Lernumfeld mit sich bringt, und die wahrscheinlich noch weiter vertieft werden müssen. Diese Auswirkungen beziehen sich auf das Kind als solches, die Bekräftigung seiner Fähigkeiten, die Anerkennung seiner gleichwertigen Würde, den Eintritt in eine normale Gemeinschaft. Es gibt Auswirkungen auf Lehrpersonen, Mitschüler, andere Familien, die durch diesen Kontakt ihre Sicht ändern, sich solidarisch verhalten, den anderen respektieren und Unterschiede anerkennen.

Es liegt auf der Hand, dass es hierbei um das gesamte Bildungswesen und somit um die Gesellschaft als Ganzes geht, die aus der Anwesenheit

behinderter Schüler im normalen Lernumfeld Nutzen zieht. Das heißt es geht um die Bedeutung, die dieser Erziehungserfolg für die Zukunft unserer Gesellschaften hat. Darüber hinaus müssen für diese gegenseitige Aufwertung geeignete Aufnahmebedingungen in der Schule vorhanden sein, die Rahmenbedingungen müssen gut organisiert sein, Lehr- und Hilfskräfte müssen ausgebildet werden, Schulkameraden und Eltern müssen informiert werden und die nötige technische Ausstattung muss zur Verfügung stehen.

Es geht um die Umsetzungsbedingungen all dieser Voraussetzungen, sowie den menschlichen und finanziellen Einsatz, den jedes unserer Länder für dieses Ziel bereit ist zu leisten und der lohnenswert sein könnte, um den bereits gemachte Erfahrungen in verschiedenen europäischen Ländern Gehör zu schenken und diese zu kommentieren, damit ein Schulbesuch im normalen Lernumfeld ein Erfolg wird.

Der Wunsch, den Schulbesuch behinderter Bürger in einem normalen Lernumfeld zu fördern, hat unweigerlich die Frage nach der zukünftigen Rolle der eigentlichen Bildungseinrichtungen für Behinderte aufgeworfen. Wenn die Zusammenarbeit mit den spezialisierten Einrichtungen für eine gute Funktionsweise einer Reihe von Maßnahmen unerlässlich ist, müssen ihr Platz und ihre Rolle genauer definiert werden. Die Konferenz muss sich dieses wichtigen Themas der Zukunft von Kindern mit Behinderung und solchen, die stark pflegebedürftig sind, annehmen, das man nicht in der Logik der vereinfachenden Debatte zwischen Institutionalisierung und Deinstitutionalisierung einschließen darf.

Die von den europäischen Ländern in diesem Bereich bezogenen Stellungen sind bezeichnend für die kulturellen Unterschiedlichkeiten und stellen eine Quelle für Missverständnisse dar, die durch eine erweiterte Diskussion aber überwunden werden könnte. Die in dieser Hinsicht aktuell begonnenen Entwicklungen einiger europäischer Länder zeigen, dass sich die manchmal extremen Positionen, die von den einen oder anderen angenommen werden, schließlich entwickeln, und dass sich sogar übereinstimmende Punkte finden lassen, nachdem diese einmal mit der Realität der Lage konfrontiert wurden. Die Idee ist es, gemeinsame Werte, die unsere Anschauungen und Ansätze in diesem Bereich unterstützen, herauszuarbeiten - und nicht, diese zu verringern.

So kommt es, dass in Frankreich, in einem Rahmen, wo der Schulbesuch in einer normalen Lernumgebung zur Regel wird, die Überlegung zur der Rolle übergeht, die von jetzt an den Einrichtungen für Behinderte übertragen wird. Die Reform, die durch das Gesetz vom 11. Februar 2005 eingeführt wurde, stellt die Frage nach der Aufrechterhaltung einer Situation, in der die Regelschule und behindertengerechte Einrichtungen nebeneinander bestehen, ohne dass sie je zusammentreffen. Es ist nicht verboten, sich heute die Einrichtung einer Reihe von flexiblen und durchlässigen Maßnahmen vorzustellen, die der öffentlichen Bildung den Fortbestand der schulischen Laufbahn garantieren. Dies basiert auf einem individuell gestalteten Konzept, welches dem Schüler so lange wie möglich einen Aufenthalt an einer Regelschule ermöglicht, bei Bedarf jedoch nicht zögert, sich für einen festgelegten Zeitraum der Hilfe der dafür vorgesehenen Einrichtungen und Dienste zu bedienen.

Diese Grundsatzdebatte dürfte es ermöglichen, das Feld einer europäischen Solidarität im Bereich der Mobilität von jungen Menschen während ihrer Ausbildung, von der bekannt ist, dass sie immer häufiger gewünscht und unterstützt wird, zu erweitern. Jene Suche nach Annäherung und Schnittstellen zwischen den europäischen Bildungssystemen darf behinderte Kinder nicht ausschließen: ihre Familien müssen ihr Recht auf Mobilität behalten, und sie selbst müssen sich unter Zusicherung jeder verfügbaren, notwendigen Unterstützung im europäischen Bildungs- und Ausbildungsraum entwickeln können.

In dieser Hinsicht können die Austauschprogramme der Europäischen Union, die eine Öffnung hin zur Teilnahme behinderter Schüler vorweisen, als Beispiel genommen werden. Sie stellen aber im schulischen Bereich nur einen kleinen Anteil der Austauschmöglichkeiten dar, die jungen Menschen angeboten werden: Die gesamte Gesellschaft muss sich in dieses Vorhaben einbringen.

Das ist der Fall im pädagogischen Sektor. Initiativen und Reformen, die von den einen im Bereich des Schulbesuchs behinderter Kinder beschlossen werden, binden durch den Netzwerkeffekt alle anderen Länder der Union mit ein. Es ist daher wichtig, dass die Verantwortlichen in Europa die Möglichkeit haben, miteinander über ihre abgeschlossenen und geplanten Projekte in diesem Bereich zu sprechen. Vielleicht entwickelt sich aus dieser Verständigung der Wille, pädagogische Mittel und Praktiken für einen Schulbesuch behinderter Kinder in normaler Umgebung durcharbeiten. Das wäre ein gemeinsamer Fortschritt bei der Verbesserung der schulischen Mobilitätsbedingungen in Europa.

Diese Begegnung kann auch eine einmalige Gelegenheit darstellen, um die staatlichen Behörden und die Zivilgesellschaft zur Zusammenarbeit zu bewegen. Die Rolle der Trägerkörperschaften ist in Frankreich besonders wichtig, sowie auch in vielen anderen Staaten. Die Organisation einer solchen Konferenz in Hinsicht auf die Rolle des Verbandswesens in Frankreich wäre ohne eine starke Anwesenheit und einen gut funktionierenden Austausch mit dem letztgenannten undenkbar. Die Gegenüberstellung dieser verschiedenen Arbeitsweisen und die Verknüpfung dieser Vielfalt an Teilnehmern dürften sicherlich vielversprechend für die Zusammenarbeit zwischen öffentlichen und privaten Einrichtungen und Stellen der europäischen Länder sein.

Der Grundgedanke dabei ist, den gut funktionierenden Austausch zwischen Europäern über die Reflexionen und die Kontakte, zu denen diese Konferenz Anlass geben wird, zu fördern. Der Schulbesuch behinderter Kinder und Jugendlicher ruft in jedem Staat der Union Umsetzungen, Versuche oder einzigartigen Initiative hervor, deren Teilung nur dazu beitragen kann, die Maßnahmen der einen oder anderen zu bereichern. Die Konferenz kann dazu beitragen, diese Art von europäischem Referenzkorpus über die personellen und technischen Mittel ins Leben zu rufen, die den behinderten jungen Menschen zur Verfügung gestellt werden können, um es ihnen zu ermöglichen, ihren Schulbesuch in einem normalen Lernumfeld zu meistern.

In einem Bereich mit großer Sensibilität und in dem niemand ein konkretes Modell hat, kann dieser Austausch über gut funktionierende praktische Erfahrungen die Quelle für konkrete und sofortige Verbesserungen sein. Er kann aber auch den Weg für eine richtige Zusammenarbeit zwischen den Ländern öffnen, die die Gesamtheit der öffentlichen und privaten Teilnehmer des Sektors zusammenfassen. Eine Debatte zu diesem Thema könnte anlässlich des Ministerrats im November 2008 angeboten werden.

So kann man sich vorstellen, dass die Überlegungen, die aus der Konferenz und dieser eventuellen Debatte hervorgegangen sind, der Europäischen Kommission helfen können, neue, für die Mitgliedsstaaten bestimmte Förderprogramme zu konzipieren und auszuarbeiten. Die verstärkte europäische Mobilisierung zum Thema Schulbesuch behinderter Schüler wäre wahrscheinlich eine Reaktion auf die Erwartungen aller, und genauer gesagt auf die der Länder, die gerade erst der Union beigetreten sind und bei denen diese Akte eine ganz besondere Intensität besitzt.

Schließlich würde vereinbart, dass die Zukunft der behinderten Kinder und Jugendlichen, nachdem sie einmal die Sekundarstufe beendet haben, zur Sprache gebracht werden würde. Ein Punkt über aktuell getroffene Maßnahmen in den Ländern der Union, um den Hochschulzugang für behinderte Bürger zu fördern, könnte auch für dieses Thema Anlass zum notwendigen Austausch über Erfahrungen und Methoden geben. Dies dürfte es vor allem ermöglichen, Überlegungen über die Folgen in Gang zu setzen, die die Politik, die sich im Moment auf der primären und der sekundären aufbaut, über die Hochschulbildung und die Berufsausbildung, anstellt.

Es wird vor allem notwendig sein, sich ernsthaft zweier Fragen zuzuwenden, nämlich der nach der stetigen Begleitung behinderter Schüler im Zeitraum zwischen der Sekundar- und der Hochschulbildung, also zwischen Schule und Universität; sowie der Frage nach der ansteigenden Zahl der Aufnahmen eines Hochschulstudiums in einem normalen Lernumfeld, den die gezielte Schulpolitik mit sich bringen würde, die in vielen europäischen Ländern in Kraft treten würde.

SOZIALE INTEGRATION - EIN EUROPÄISCHER ANSATZ ZUM SCHULBESUCH BEHINDERTER SCHÜLER DETAILLIERTES PROGRAMM

Generaldelegierter der Konferenz: **Herr Albert PRÉVOS**,
Generalinspektor beim frz. Bildungsministerium, Frankreich

Mittwoch, 29. Oktober - Vormittag

- 9.00 – 10.00 Uhr** **Begrüßung** durch **Frau Patricia GUILHOT**,
Vizepräsidentin des Generalrats des Departements
Puy-de-Dôme, Frankreich und **Herrn Alain BUSSIÈRE**,
Vizepräsident des Regionalrats der Region Auvergne,
Frankreich
Ansprache von **Herrn Jean-Louis NEMBRINI**,
Generaldirektor für Schulbildung beim frz.
Bildungsministerium, Frankreich
- 10.00 – 10.15 Uhr** **Vortrag** von **Herrn Jørgen GREVE**, Präsident der
Europäischen Agentur für Entwicklungen in der
sonderpädagogischen Förderung
- 10.15 – 10.30 Uhr** **Vortrag** von **Herrn Patrick CLARKE**, Mitglied des Exekutiv-
ausschusses des Europäischen Behindertenforums
- 10.30 – 10.45 Uhr** **Beschreibung** des Alltags einer behinderten Schülerin
durch **Herrn Gérard BESSON**, Rektor des Oberschulamts
Clermont-Ferrand, Frankreich
und **Fraulein Catherine PELLETON**, Gymnasiastin in
Clermont- Ferrand, Frankreich
- 10.45 Uhr** Pause
- 11.15 – 12.45 Uhr** **Runder Tisch Nr. 1: „Wie lässt sich der Behinderten-
status mit dem Schulsystem vereinbaren?“**
Moderator: Herr Patrick GOHET, interministerieller
Beauftragter für Behinderte, Frankreich
Experten:
- **Herr Cor J.W. MEIJER**, Direktor der Europäischen Agentur
für Entwicklungen in der sonderpädagogischen Förderung
- **Herr Charles GARDOU**, Professor an der Universität
Lumière Lyon 2, Frankreich
- **Frau Felicity ARMSTRONG**, Professorin an der
Universität London, Vereinigtes Königreich
- **Frau Bojana GLOBAČNIK**, Europäische Agentur für
Entwicklungen in der sonderpädagogischen
Förderung, Slowenien
- **Frau Annedore PRENGEL**, Professorin an der
Universität Potsdam, Deutschland

- **Frau Marie-Christine PHILBERT**, Präsidentin des frz. Landesverbands der Vereine zur Unterstützung von behinderten Schülern FNASEPH, Frankreich
- **Frau Catherine BIZOT**, Generalinspektorin beim frz. Bildungsministerium, Frankreich

13.00 Uhr Mittagessen

Mittwoch, 29. Oktober - Nachmittag

14.30 – 16.00 Uhr **Gleichzeitiges Arbeiten in den Workshops 1 und 3**
(siehe Seite 19)

16.00 Uhr Pause

16.30 – 18.00 Uhr **Gleichzeitiges Arbeiten in den Workshops 2 und 4**
(siehe Seite 19)

20.00 Uhr **Besuch und Abendessen im Freizeitpark Vulcania**

Donnerstag, 30. Oktober - Vormittag

9.00 – 10.30 Uhr **Vortrag** der Ergebnisse der Workshops durch deren Berichtersteller/innen und Auswertung in der Vollversammlung

10.30 Uhr Pause

11.00 – 12.00 Uhr **Vortrag: „Von der Sonderschule zur gemeinsamen Schule – eine neue Herausforderung“**
von **Herrn Éric PLAISANCE**, Professor an der Universität René Descartes - Paris V, Frankreich

12.15 Uhr Mittagessen

Donnerstag, 30. Oktober - Nachmittag

13.30 – 14.45 Uhr **Runder Tisch Nr. 2: „Welche Konvergenzen bestehen zur effektiven Einschulung junger Behinderter in Europa?“**

Moderator: Herr Philippe LEFAIT, Journalist
Experten:

- **Frau Bernadette CÉLESTE**, Leiterin des frz. Landesinstituts für Ausbildung und Forschung für Behinderterziehung und angepasste Bildung INSHEA, Frankreich
- **Herr Kenneth EKLINDH**, *Senior Programme Specialist* bei der UNESCO, Abteilung für die Förderung der Grundbildung, Büro für Integration und Qualitätssteigerung
- **Frau Filomena PEREIRA**, Abteilungsleiterin, Direktion für Sonderschulleistungen, Schulbildungs- und Erziehungshilfe, Generaldirektion für Innovation und Schulbildungsprogramme, Lissabon, Portugal
- **M. Michel SALINES**, Vizepräsident des frz. Verbands der Vereine für erwachsene und jugendliche Behinderte APAJH, Frankreich

14.45 – 15.05 Uhr **Zusammenfassung** durch **Herrn Adam TYSON**, Bereichsleiter bei der Generaldirektion für Bildung und Kultur der Europäischen Kommission

SOZIALE INTEGRATION - EIN EUROPÄISCHER ANSATZ ZUM SCHULBESUCH BEHINDERTER SCHÜLER GENAUE PROGRAMM DER ARBEITSGRUPPEN

Workshop 1 *Welche menschliche und berufliche Umwelt und welche finanziellen Maßnahmen sind erforderlich, um eine wirksame Betreuung der behinderten Schülern zu gewährleisten?*

Berichterstatterin: Frau Victoria SORIANO, stellvertretende Leiterin der Europäischen Agentur für Entwicklungen in der sonderpädagogischen Förderung
Moderator (Sitzungsleiter): Herr Pierre-François GACHET, frz. Bildungsministerium, Generaldirektion für Schulbildung, Leiter des Büros für schulische Anpassung und Einschulung von Behinderten, Frankreich

Workshop 2 *Welche institutionellen Maßnahmen werden eingesetzt, um eine genaue und zutreffende Bewertung der Bedürfnisse zu gewährleisten?*

Berichterstatterin: Frau Yvonne BONNER, Psychologin, Psychotherapeutin, Ausbildungsleiterin in der Abteilung für geistige Gesundheit der Unità Sanitaria Locale Reggio Emilia, Italien
Moderatorin (Sitzungsleiterin): Frau Amanda WATKINS, stellvertretende Leiterin der Europäischen Agentur für Entwicklungen in der sonderpädagogischen Förderung

Workshop 3 *Schulung der Lehrkräfte und der Betreuungspersonen zum Umgang mit behinderten Schülern:*

- Didaktische Schulung einschließlich ITC

- Psychologische und verhaltenstechnische Schulung

Berichterstatter: Herr Hervé BENOIT, Direktor für Studien am frz. Landesinstitut für Ausbildung und Forschung für Behindertenerziehung und angepasste Bildung INSHEA, Frankreich

Moderator (Sitzungsleiterin): Frau Zsuzsa HAMÓRI-VÁCZY, Europäische Agentur für Entwicklungen in der sonderpädagogischen Förderung, Ungarn

Workshop 4 *Was geschieht nach der Pflichtschulzeit im Rahmen des lebenslangen Lernens?*

Berichterstatterin: Frau Carlotta BESOZZI, Leiterin des Europäischen Behindertenforums

Moderator (Sitzungsleiter) : Herr Pierre BLANC, Generaldirektor der Europäischen Agentur für Entwicklungen in der sonderpädagogischen Förderung, Frankreich

SOZIALE INTEGRATION - EIN EUROPÄISCHER ANSATZ ZUM SCHULBESUCH BEHINDERTER SCHÜLER PROBLEMATIKEN DER RUNDEN TISCHE

Runder Tisch Nr. 1:

→ **Wie lässt sich der Behindertenstatus mit dem Schulsystem vereinbaren?**

Die Arbeiten der Weltgesundheitsorganisation im Mai 2001 führten zur Erstellung von konkreten Konzepten zum Begriff „Behinderung“. Das am 11. Februar 2005 in Frankreich dazu erlassene Gesetz enthält eine entsprechende juristische Definition: *„Eine Behinderung im Sinne dieses Gesetzes ist eine Einschränkung der Tätigkeiten oder Beschränkung der Teilnahme am gesellschaftlichen Leben, die eine Person in ihrer Umwelt aufgrund einer substantiellen, nachhaltigen oder endgültigen Beeinträchtigung einer oder mehrerer ihrer physischen, sensorischen, mentalen, kognitiven oder psychischen Funktionen, ihrer Mehrfachbehinderung oder ihres beeinträchtigten Gesundheitszustands erfährt“*. Wie ist die Lage in Europa? Stellt eine Definition des Behindertenstatus einen Fortschritt für die Integration junger Behinderter in das Schulsystem dar? Besteht die Möglichkeit, auf europäischer Ebene einen Konsens über den Behindertenbegriff mit seinen verschiedenen Dimensionen zu finden, der für die Behinderten nützlich und nützlich ist? Kann die Definition im frz. Gesetz vom 11. Februar 2005 die Grundlage für einen solchen Konsens bilden?

Runder Tisch Nr. 2:

→ **Welche Konvergenzen bestehen zur effektiven Einschulung junger Behinderter in Europa?**

In allen EU-Mitgliedstaaten wurde Maßnahmen zur Förderung der Einschulung junger Behinderter getroffen und entsprechende, mehr oder weniger umfangreiche finanzielle Mittel beschlossen sowie Initiativen ergriffen. Bestehen bei dieser Konkretisierung gewisse Konstanten in Europa, die von allen einhellig als unerlässlich angesehen werden können – sowohl in Bezug auf die Normen, als auch auf die Guten Praktiken? Lassen sich Konvergenzen bei der Umsetzung erkennen, die einen allgemeinen Konsens finden und Anlass zu einer gemeinsamen Orientierung geben können?

SOZIALE INTEGRATION - EIN EUROPÄISCHER ANSATZ ZUM SCHULBESUCH BEHINDERTER SCHÜLER PROBLEMATIKEN DER ARBEITSGRUPPEN

Workshop Nr. 1:

→ *Welche menschliche und berufliche Umwelt und welche finanziellen Maßnahmen sind erforderlich, um eine wirksame Betreuung der behinderten Schüler zu gewährleisten?*

Anhand einer objektiven Bewertung der Bedürfnisse der Behinderten müssen die Bedingungen in therapeutischer, pädagogischer, materieller und sonstiger Hinsicht für einen erfolgreichen Schulbesuch bestimmt werden, wobei die menschliche Betreuung mit Sicherheit eine wesentliche Rolle spielt. Wie kann bzw. wie muss diese Betreuung aussehen? Durch wen hat sie zu erfolgen? Welche fachliche Qualifikation benötigen diese Personen? Wer soll die Maßnahmen finanzieren und wie ist die Finanzierung aufzuteilen? Welche Rolle kann die Familie des Behinderten bei diesem Prozess übernehmen? Wie ist die Zusammenarbeit zwischen den Beteiligten zu gestalten? Wie kann sie gewährleistet und koordiniert werden?

Workshop Nr. 2:

→ *Welche institutionellen Maßnahmen werden eingesetzt, um eine genaue und zutreffende Bewertung der Bedürfnisse zu gewährleisten?*

In der UNO-Konvention zum Schutz der wirtschaftlichen, sozialen und politischen Rechte der Behinderten wird die Interaktion mit dem Gesellschaftsleben und der Umwelt hervorgehoben. Andererseits sind jedoch für jeden behinderten Schüler speziell auf seine Bedürfnisse zugeschnittene Maßnahmen – insbesondere in schulischer Hinsicht – zu treffen, wozu wiederum eine disziplinübergreifende Beurteilung der pädagogischen, medizinischen, didaktischen, psychologischen, sozialen und physiologischen Situation erforderlich ist. Dabei ist es besonders wesentlich, dass die eingesetzten institutionellen Mechanismen zu Anleitungen bzw. Anweisungen führen, die auf den eindeutig definierten Bedürfnissen basieren. Welches sind diese Mechanismen in den einzelnen EU-Mitgliedstaaten? Aufgrund welcher Überlegungen wurden sie eingerichtet? Wer sind ihre Akteure?

Workshop Nr. 3:

→ *Schulung der Lehrkräfte und der Betreuungspersonen zum Umgang mit behinderten Schülern:*

- *Didaktische Schulung einschließlich TICE („Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Education“, didaktische Behandlung der Informations- und Kommunikationstechnik)*
- *Psychologische und verhaltenstechnische Schulung*

Wenn einerseits das Hauptziel der Reformen darin besteht, die Chancengleichheit für alle Jugendlichen – Behinderte und Nichtbehinderte – in einem Land zur Gestaltung eines erfolgreichen Bildungslaufgangs zu gewährleisten, besteht andererseits die unerlässliche Voraussetzung dazu in der Fähigkeit der Lehrenden, die Behinderten in ihre bisherigen Klassen aufzunehmen und insbesondere angemessen in diesem Rahmen zu betreuen. Es geht dabei nicht darum, sie zu Sonderlehrern auszubilden, sondern ihnen durch eine angemessene Aus- und Weiterbildung die Möglichkeit zu verleihen, die grundsätzlichen pädagogischen Maßnahmen zu treffen, die dazu erforderlich sind, d.h. alle fachtechnischen Aktionen zu beherrschen, die dazu erforderlich sind, die behinderten Schüler in ihrer Klasse und konstruktive und wirksame Lernsituationen zu versetzen, wobei insbesondere auch die Bedeutung der TICE beachtet wird. Weiterhin sind auch die Betreuungspersonen entsprechend auf ihre Tätigkeit vorzubereiten, damit sie in der Lage sind, die Lehrkräfte bei ihrer Aufgabe zu betreuen und zu unterstützen. In welcher Form, auf welche Weise und in welchem Umfang sollen diese Schulungen erfolgen?

Workshop Nr. 4:

→ *Was geschieht nach der Pflichtschulzeit im Rahmen des lebenslangen Lernens?*

In allen EU-Mitgliedstaaten besteht eine unterschiedlich lange Pflichtschulzeit von der Kindheit bis zum Jugendalter. Sie dient zum Erwerb der als unerlässlich erachteten Grundfertigkeiten durch die Schüler sowie zur Vorbereitung für eine weitergehende Bildung in fachlicher bzw. beruflicher Hinsicht und zur Förderung der sozialen und bürgerrechtlichen Eingliederung.

Die weitaus größte Zahl der Schüler setzt ihren Bildungsweg nach dieser Pflichtschulzeit fort.

Ist dies bei behinderten Schülern auch der Fall? Welche Perspektiven werden ihnen dazu geboten? Welche Haupthindernisse bestehen für sie? Welche speziellen Orientierungsmaßnahmen sollten für sie getroffen werden? Welche Anregungs- und Betreuungsmaßnahmen lassen sich realisieren, um das lebenslange Lernen zu ermöglichen?

SOCIAL INCLUSION: A EUROPEAN APPROACH TO THE SCHOOLING OF DISABLED PUPILS CENTRAL THEME OF THE CONFERENCE

The schooling of young disabled people is currently a major challenge for education systems, testing the capacity of these systems to ensure that children and adolescents enjoy equal rights and opportunities. These are fundamental issues for the future of our societies. Everyone should have the means to fulfil their abilities, have access to knowledge and learn to live together.

This means that schools will have to implement new educational approaches, make changes to training and apprenticeships, install an atmosphere of solidarity and respect of differences, introduce more teamwork and build partnerships with families.

This social requirement is based on a set of fundamental texts that have been produced by the international community. These texts guarantee the legitimacy of this social issue and are an urgent call to action.

Three of the more recent texts make explicit references to education and schooling. Article 13 of the Amsterdam Treaty (June 1997) states the importance of fighting all forms of discrimination, in particular those related to disabilities. Articles 21 and 26 of the Charter of Fundamental Rights of the Nice Treaty, which has been in force since 2000, repeat and clarify the provisions of the Amsterdam Treaty (under the terms of the Reform Treaty of the European Union this Charter should become binding). According to article 24 of the United Nations International Convention on the Rights of Disabled People (adopted by the UN in December 2006 and signed in March 2007), which is in the process of being ratified by a majority of European countries: *“states will ensure equal access to primary and secondary education, to vocational training, adult training and continuing education. The education methods involved must use suitable materials, educational techniques and other forms of communication. Educational support must be provided to those pupils who require it. The education of disabled people should serve to encourage their participation in society, give them a feeling of dignity and self-esteem, as well as helping them to fulfil their full potential, personality, creativity and skills”*.

In France, discussion of this subject has undergone a long maturation characterised by inevitably reductive concepts of awareness-raising, social rehabilitation, adaptation and finally compensation. The first major legislative stage was in 1975, leading to the adoption on 11 February 2005 of a law *“for equal rights and opportunities, social participation and citizenship of disabled people”*, which made education and schooling key issues. The basic principle was that schooling should be available in normal establishments for any child with a disability. The national education system was recognised as being responsible for the implementation of this policy. If necessary, appropriate accompaniment should be provided for this schooling as part of personalised schooling plans for pupils.

The discussions and questionings that allowed these developments to take place were mainly inspired by the observation of experiments

undertaken by our European partners and by the many resulting discussions with our partners.

That is why the Minister for National Education, in liaison with the ministries, public authorities and charities concerned, proposes that the member states of the European Union and the Commission formalise and further this dialogue between European countries during the French presidency of the European Union. This initiative will take the form of a European conference on the Schooling of Disabled Pupils, involving ministers, elected representatives, local authorities, public services, representative national and European charitable associations and public and private bodies from the educational, medical and social sectors of the various countries.

This initiative aims to encourage a discussion of the concepts and practices promoted by the various countries to develop the schooling of young disabled people. This blend of founding principles and concrete experiences can only enrich the already fruitful dialogue between national institutions, and the initiatives of EU bodies such as the European Disability Forum.

One of the key discussions should undoubtedly concern the very notions of schooling and education for disabled people. This discussion partly concerns the place given to the acquisition of knowledge in the education process of a disabled pupil, recognised as a pupil in their own right, capable of learning and deepening their knowledge, and no longer just a "patient", an object of care. But it also concerns the relationships that the child must develop with the various environments with which the child comes into contact, be they those of teachers, educators, assistants, medical and paramedical staff, peers and families. Last, but not least, the discussion also concerns the relationships that all of these people may and should conduct with them.

The question of a pupil's environment is certainly not restricted to disabled children, but they are particularly sensitive to it and it has a major effect on the kind of education that they might receive.

This notion of environment may also be found in the issue (which doubtless requires much more discussion) of the consequences of the presence of the disabled child in an ordinary school environment. These consequences include the effects on the pupil themselves, through the affirmation of their abilities, the recognition of their equal dignity and their entry into an ordinary community. The pupil's teachers, peers and other families learn, through contact with them, to share values of solidarity, respect for the other and understanding of difference.

It is clear that the whole of the educative community, and by extension the national authorities as a whole, will benefit from the presence of disabled pupils in an ordinary environment. There is tremendous importance for the future of our societies in the success of this schooling. But access and accommodation conditions within schools must be suitable for this reciprocal appreciation. The environment must be prepared, teachers and assistants must be trained, peers and parents informed and a technical infrastructure put in place.

It would therefore be useful to hear and to comment on the experiments undertaken in various European countries regarding the ways in which this set of preconditions has been implemented, and to see which human and financial resources each of our countries is ready to devote to ensure the success of schooling for disabled pupils in an ordinary environment.

The will to encourage the schooling of young disabled people in an ordinary environment has inevitably raised the question of the future role

of specialist educational establishments. Although co-operation with specialised structures is clearly essential for the arrangement to work properly, their place and role need to be clarified. The conference must discuss the key issue concerning the future of children with the most severe disabilities and those in situations of the greatest dependence, without getting locked into the logic of a reductive debate between institutionalisation and deinstitutionalisation.

The positions adopted by the European countries in this area say much about cultural differences and are a source of misunderstandings that a wider discussion should be able to deal with. The developments currently being undertaken to this end by certain European countries demonstrate that the often extreme positions adopted by some countries end up evolving and finding points of convergence, once confronted with the reality of situations. The idea is to extract – and not to reduce – the common values that underpin our sensitivities and approaches in this area.

In France, where schooling in an ordinary environment is becoming the rule, discussions have started about the role currently played by specialised structures. The reform introduced by the law of 11 February 2005 raises the question of continuing a situation where ordinary schools and specialised structures coexist without really meeting each other. It is now possible to imagine the implementation of a flexible and permeable arrangement where the public educational system serves as guarantor of the continuity of a school career, based on a personalised project where a pupil is kept in an ordinary school as long as possible, but not hesitating to use specialised establishments and services for a set period of time if the need arises.

This debate on the essential issues should allow us to widen the field of European solidarities in the area of young people's mobility during their studies, something which we know is increasingly sought and encouraged. This search for harmonisation and links between European education systems must not exclude disabled children. Their families must retain their right to mobility and they must themselves be able to develop within the European education and training area with all of the necessary guarantees of accompaniment.

To this end, the exchange programmes of the European Union may be taken as an example, owing to the openness they demonstrate to the participation of disabled pupils. But they only account for a small amount of the exchange possibilities offered to young people within the school system. The whole of society must be committed to this project. As is the case for the whole of the ordinary education sector, the initiatives and reforms agreed by particular countries regarding the schooling of disabled children involves all of the other countries of the Union through a network effect. It is therefore important that the European leaders speak about their achievements and their projects in this area. As a result of these discussions perhaps they will find the will to explore educational and practical resources to make possible the schooling of disabled children in ordinary schools, so making collective progress towards an improvement of school mobility conditions in Europe.

This meeting may also be a unique opportunity to make all of the public bodies work together with civil society. The role of charitable structures is particularly important in France, as well as in many other states. In view of the role played by the world of charitable structures in France, it would have been unthinkable to hold such a conference without a strong participation from such structures. The sharing of these different ways of working and the possible networking of this wide range of participants should prove highly fruitful for collaborations between institutions and public and private bodies of the European countries.

The idea is clearly to encourage the sharing of good practices between Europeans through the discussions and contacts nourished by this conference. The schooling of disabled children and adolescents gives rise to implementations, experiments and original initiatives in each of the countries of the Union, the sharing of which can only help to further the actions pursued in the various states. The conference might help to build a kind of corpus of European references of human and technical resources available to young disabled people to allow them to enjoy successful schooling in an ordinary environment.

In an area where sensitivities run high and nobody can claim to impose a model, this exchange of good practices may be a source of immediate concrete improvements. It might also result in true co-operation between countries, involving all public and private players in the sector. A debate on this issue might be proposed for the Council of Ministers in November 2008.

One might also imagine that the conclusions of discussions at the conference might help the European Commission to find and develop new encouragement and co-operation programmes for member states. An increase in European mobilisation on the theme of the schooling of disabled pupils will undoubtedly meet everyone's expectations, specifically those of countries who have recently joined the European Union, where this often has particular acuity.

Finally, we should raise the question of the future of disabled children and adolescents, once they have completed their secondary education. A roundup of the measures currently taken in the countries of the European Union to encourage the access of disabled young people to higher education might also give rise to useful exchanges of experiences and practices. This would also allow a discussion of the consequences that the policies currently being developed for primary and secondary educations would have upon higher education and vocational training. We will also have to seriously address two issues. The first is the continuity of the accompaniment of disabled pupils between secondary education and higher education, which is to say between school and university. The second is the increase in the numbers of people pursuing higher education in an ordinary environment, as a result of national schooling policies being implemented in many European countries.

SOCIAL INCLUSION: A EUROPEAN APPROACH TO THE SCHOOLING OF DISABLED PUPILS DETAILED PROGRAMME

Conference delegate general: **Mr Albert PRÉVOS**,
chief inspector of education, France

Wednesday 29 October morning

- 9.00 – 10.00** – **A few words of welcome** by **Mrs Patricia GUILHOT**, vice-president of the Puy-de-Dôme Conseil général, France and **Mr Alain BUSSIÈRE**, vice-president of Auvergne's Conseil régional, France
Short speech by **Mr Jean-Louis NEMBRINI**, director general of schools, Ministry for Education, France
- 10.00 – 10.15** – **Intervention** by **Mr Jørgen GREVE**, president of the European Agency for Development in Special Needs Education
- 10.15 – 10.30** – **Intervention** by **Mr Patrick CLARKE**, member of the executive committee of the European Disability Forum (EDF)
- 10.30 – 10.45** – **presentation** of a disabled pupil's career path by **Mr Gérard BESSON**, president of the academy of Clermont-Ferrand, France and **Miss Catherine PELLETON**, pupil at the academy of Clermont-Ferrand, France
- 10.45** – Break
- 11.15 – 12.45** – **Roundtable 1: "How should disability be considered in the schooling process?"**
Moderator: Mr Patrick GOHET, inter-ministerial delegate for the disabled, France
Experts:
- **Mr Cor J.W. MEIJER**, director of the European Agency for Development in Special Needs Education
 - **Mr Charles GARDOU**, professor at the university, Lumière Lyon 2, France
 - **Mrs Felicity ARMSTRONG**, professor at the University of London, United Kingdom
 - **Mrs Bojana GLOBAČNIK**, European Agency for Development in Special Needs Education, Slovenia
 - **Mrs Annedore PRENGEL**, professor at the University of Potsdam, Germany
 - **Mrs Marie-Christine PHILBERT**, President of the FNASEPH (National federation of associations which assist disabled pupils), France
 - **Mrs Catherine BIZOT**, chief inspector of education, France
- 13.00** – Lunch

Wednesday 29 October afternoon

2.30 – Workshops 1 and 3 simultaneously
4.00 *(see page 29)*

4.00 Break

4.30 – Workshops 2 and 4 simultaneously
6.00 *(see page 29)*

8.00 Visit and dinner in Vulcania

Thursday 30 October morning

9.00 – Feedback and summary by the rapporteurs on
10.30 the workshops in plenary

10.30 Break

11.00 – Lecture: *"From special needs education to shared
12.00 education: a new challenge"* by **Mr Éric PLAISANCE**,
professor at the University of René Descartes - Paris V,
France

12.15 Lunch

Thursday 30 October afternoon

1.30 – Roundtable 2 : *"What synergies exist for the
2.45 operational implementation of schooling young
disabled people in Europe?"*

Moderator: Mr Philippe LEFAIT, journalist

Experts :

- **Mrs Bernadette CÉLESTE**, director of INSHEA
(Higher national training and research institute for
the education of young disabled people and adapted
teaching), France
- **Mr Kenneth EKLINDH**, Senior Programme Specialist,
UNESCO, Division for the Promotion of Basic Education,
Section for Inclusion and Quality Learning
- **Mrs Filomena PEREIRA**, department head, department
for specialised teaching and school and educational
assistance services, department for innovation
and educational programmes; Lisbon, Portugal
- **Mr Michel SALINES**, vice-president of the federation
of associations for disabled youngsters and adults
(APAJH), France

2.45 – Conclusion by **Mr Adam TYSON**, Head of Unit at
3.05 the Directorate General for Education and Culture,
European Commission

SOCIAL INCLUSION: A EUROPEAN APPROACH TO THE SCHOOLING OF DISABLED PUPILS DETAILED PROGRAMME OF THE WORKSHOPS

Workshop 1 *What human and professional environment is needed for disabled pupils to ensure that they receive effective care and attention and how should this be funded?*

Reporter: Mrs Victoria SORIANO, assistant director of the European Agency for Development in Special Needs Education

Moderator (session chairperson): M. Pierre-François GACHET, Ministry for Education, schools department, head of the bureau for the educational adaptation and schooling of disabled pupils, France

Workshop 2 *What institutional systems are put in place to ensure needs are accurately and appropriately assessed?*

Reporter: Mrs Yvonne BONNER, psychologist, psychotherapist, education officer at the Mental health department of the Local health unit in Reggio Emilia, Italy

Moderator (session chairperson): Mrs Amanda WATKINS, assistant director of the European Agency for Development in Special Needs Education

Workshop 3 *Training of teachers and personnel who manage and work with disabled pupils:
- a didactical approach including the contribution made by information and communication technologies for teaching*

- a psychological and relationship-based approach

Reporter: Mr Hervé BENOIT, studies director at INSHEA (Higher national training and research institute for the education of young disabled people and adapted teaching), France

Moderator (session chairperson): Mrs Zsuzsa HAMÓRI-VÁCZY, European Agency for Development in Special Needs Education, Hungary

Workshop 4 *What should the next stage of obligatory schooling be in a context of life-long learning?*

Reporter: Mrs Carlotta BESOZZI, director of the European Disability Forum (EDF)

Moderator (session chairperson): Mr Pierre BLANC, director general of the AGEFIPH (agency for the management of funds to integrate disabled people into the workplace), France

SOCIAL INCLUSION: A EUROPEAN APPROACH TO THE SCHOOLING OF DISABLED PUPILS ISSUES DISCUSSED BY THE ROUND TABLES

Round table No. 1

→ *How do we review cases of handicap in the education process?*

Studies conducted by the World Health Organisation in May 2001 led to a clear-cut conceptualisation of the notion of handicap. The law of 11 February 2005 adopted in France came up with a very close legal definition that reads: *“Under this law, a handicap constitutes any limitation of activity or restriction of participation in community life suffered in his/her environment by an individual due to a substantial, long-lasting or permanent impairment of one or more physical, sensory, mental, cognitive or psychic functions, a multiple handicap or an incapacitating health disorder”*.

What is the situation in Europe? Is developing a legal definition for the notion of handicap a major step towards achieving education for handicapped youths? Is it possible at the European Union level to achieve a consensus on what a handicap is in all its various dimensions, which can be useful and beneficial to handicapped persons?

Can the definition provided by the French law of 11 February 2005 provide the basis for such a consensus?

Round table No. 2

→ *What synergies are needed for the operational implementation of education for Europe's handicapped youths?*

In all European Union countries, a broad array of measures has been taken in favour of handicapped youths, with a view to fostering their education. Meanwhile, more or less significant financial efforts have been deployed, initiatives taken and developments achieved. With regard to implementation, are there invariable features across the whole of Europe that can unquestionably be considered as absolutely necessary both in terms of standards and best practices? Is it possible to determine elements of operational synergy that can give rise to general consensus thereby generating a common orientation?

SOCIAL INCLUSION: A EUROPEAN APPROACH TO THE SCHOOLING OF DISABLED PUPILS ISSUES DISCUSSED BY THE WORKSHOPS

Workshop No. 1

→ *What human and professional environment (and what funding) is needed to help provide proper support and efficient supervision to handicapped students?*

On the basis of an accurate assessment of the needs of handicapped students, this will involve identifying conditions conducive to their proper education in terms of health care, schooling, materials, and other factors, amongst which human support plays a fundamental role. What should constitute such support or what form should it take? Who should provide it and with what level of specialisation? Who shall finance it and in what proportion? What role can the family play in the process? What form of cooperation should be entertained amongst the stakeholders? How should it be created and coordinated?

Workshop No. 2:

→ *What institutional mechanisms have been deployed to ensure a thorough and relevant assessment of actual needs?*

The United Nations Convention on the Economic, Social and Political Rights of Persons with Disabilities highlights the interaction with community life and the environment. However, each handicapped child needs a response that matches their specific needs, especially in terms of education, which shall require a multidisciplinary evaluation, namely educative, medical, pedagogical, psychological, social and therapeutic. It is particularly important for the institutional mechanisms in place to give rise to recommendations grounded on clearly identified needs. What are the mechanisms available in the different countries of the Union? What motivations guided their formation? Who are the stakeholders?

Workshop No. 3

→ *Training of teachers and support and supervisory staff for handicapped students:*

- *Didactic approach including the use of Information and Communication Technologies in Education (ICTEs)*
- *Psychological and relational*

Although the major challenge of the reforms undertaken is achieving equal opportunities for all youths in a country, be they handicapped or not, in building up a successful educational system, the prerequisite for their success shall largely depend on the capacity of the huge mass of teachers practising in ordinary classrooms to accommodate handicapped students and, above all, to provide them with support from a pedagogical perspective. This shall not involve specialising these teachers, but rather it shall consist in enabling them, through initial and continuous training, to assimilate the first pedagogical adjustments needed in the classroom, i.e. deploying all the professional actions aimed at placing their handicapped students in conducive and constructive learning situations, laying special focus on ICTEs in such adjustments. Finally, it shall equally involve mobilising and preparing the supervisory staff for them to be able to help and support teachers in this transition process. What should be the form, nature and volume of these training courses?

Workshop No. 4

→ *What way forward for compulsory education in a life-long learning process?*

In all European Union countries, there is a variable length of time for compulsory education, which spans from childhood to part of adolescence. This period of education is traditionally used to acquire the minimum skills deemed compulsory and that equip them to take on higher education or vocational training with a view to easing their integration as citizens into the community.

However, from a more general perspective, the vast majority of students continue their initial training far beyond this compulsory minimum.

What is the situation for handicapped students? What prospects are open to them? What major obstacles hinder them from pursuing education? What guidance counselling process should be deployed for them? What incentives and supportive measures could be implemented to achieve life-long education?



Ministère de l'Éducation nationale

Direction générale de l'enseignement scolaire
110, rue de Grenelle
75357 Paris 07 SP

**Ministère de l'Éducation nationale
Ministère de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche**

Secrétariat général

Direction des relations européennes
et internationales et de la coopération
110, rue de Grenelle
75357 Paris 07 SP

Délégation à la communication
110, rue de Grenelle
75357 Paris 07 SP

**Site de la Présidence française
de l'Union européenne**

www.ue2008.fr

Site du ministère de l'Éducation nationale

www.education.gouv.fr



Conférence PFUE
« Inclusion sociale : une approche européenne de la scolarisation des
élèves handicapés »
29 octobre 2008
Ouverture par Jean-Louis Nembrini, DGESCO

Madame la vice-Présidente du Conseil général du Puy-de-Dôme [Patricia Guilhot],
Monsieur le vice-Président du Conseil régional d'Auvergne [Alain Bussièrre],
Monsieur le Recteur [Gérard Besson],
Monsieur le Président, Monsieur le Directeur de l'Agence européenne pour le
développement de l'éducation des personnes présentant des besoins éducatifs
particuliers,
Monsieur le Délégué interministériel aux personnes handicapées [Patrick Gohet]
Mesdames et Messieurs les Présidents et directeurs,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un plaisir et un honneur que d'ouvrir cette conférence de la Présidence française de l'Union européenne, consacrée à la scolarisation des enfants handicapés. Je sais que Xavier Darcos, ministre de l'Éducation nationale, suit ce dossier avec une grande attention, mais un agenda très chargé l'a empêché d'être avec nous aujourd'hui. Il m'a donc demandé de le remplacer.

Toute cette journée, et toute la journée de demain, vous allez avoir l'occasion de partager vos expériences, l'occasion de faire part de vos réussites, mais aussi, j'imagine, des points sur lesquels nous devons encore faire des efforts.

Et je me réjouis de cette rencontre, puisque je suis convaincu que grâce à elle, par nos discussions, nos échanges, nous trouverons les moyens de faire avancer une cause qui nous tient tous à coeur.

J'aimerais, si vous le voulez bien, ouvrir cette conférence de la Présidence française en la **plaçant sous le signe de la volonté.**

Car s'agissant de la prise en charge du handicap dans le parcours scolaire, il y a non seulement une obligation de résultat, mais aussi un devoir de volonté !

Cette volonté, c'est d'abord bien sûr la nôtre, nous tous qui sommes ici rassemblés pour faire en sorte que la scolarisation des enfants handicapés progresse, qu'elle progresse en quantité mais aussi en qualité.

Et cette volonté commune, qui se concrétise aujourd'hui par cette conférence, cette volonté commune, elle s'est construite peu à peu, à travers des déclarations, des textes, des rencontres, qui nous ont permis de confronter nos points de vue, de les enrichir, et **finalement de les faire converger.**

Je rappelle, pour mémoire bien sûr, car vous les connaissez mieux que moi, toutes les grandes étapes qui nous ont conduits ici :



Conférence PFUE
« Inclusion sociale : une approche européenne de la scolarisation des
élèves handicapés »
29 octobre 2008
Ouverture par Jean-Louis Nembrini, DGESCO

- la **Déclaration de Salamanque de 1994**, qui a fourni un premier cadre d'action aux politiques éducatives et qui a développé le principe de l'éducation pour tous, handicapés compris ;
- la Communication de la commission Européenne de 1996 sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées;
- la « Charte » de Luxembourg de 1996 également, qui nous a fourni un cadre opérationnel.

Je rappellerai aussi :

- **l'article 13 du traité d'Amsterdam de 1997** qui interdit toute discrimination, y compris au détriment des personnes handicapées ;
- la « **Déclaration** » de Madrid de 2002, selon laquelle, je cite, « *l'école joue le rôle principal dans la compréhension et l'acceptation des droits des personnes handicapées* ».

En 2003, **l'Année européenne des personnes handicapées** a, elle aussi, constitué une étape symbolique et décisive.

Plus près de nous, 2006 a été **l'année de la Convention internationale des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées**, dont vous savez qu'elle est en voie de ratification aujourd'hui par une majorité d'Etats européens. Je rappelle que son article 24 dispose que « *les Etats assureront un accès égal à l'éducation primaire et secondaire, à la formation professionnelle, à la formation des adultes et à l'éducation permanente* ».

Enfin, en 2007, **la Déclaration de Lisbonne** a décliné les attentes que les jeunes européens handicapés ont exprimées à l'égard des pouvoirs publics.

Et puisque je parlais de « volonté » il y a un instant, je crois que nous devons tous être attentifs à cette volonté des jeunes handicapés, et notamment à cette volonté d'être considérés comme des élèves et de futurs citoyens **comme les autres**.

Je voudrais ici m'arrêter à la déclaration de Lisbonne, car j'ai été frappé par ce qu'elle dégage de détermination, et, précisément, de volonté. Car ces jeunes nous disent, je cite : « **nous ne voulons pas susciter la compassion ; nous voulons être respectés comme de futurs adultes amenés à vivre et à travailler dans un environnement ordinaire** ».

Eh bien, nous sommes ici au cœur de notre sujet.

Car cette volonté d'être considérés comme des personnes appelées à travailler et à vivre dans un environnement ordinaire, cette volonté trouve un relais dans la volonté des pouvoirs publics, et dans notre propre volonté, d'offrir aux enfants handicapés la possibilité d'une scolarité en milieu ordinaire.



Conférence PFUE
« Inclusion sociale : une approche européenne de la scolarisation des
élèves handicapés »
29 octobre 2008
Ouverture par Jean-Louis Nembrini, DGESCO

Je sais bien que tous les pays européens n'ont pas la même politique éducative, et que la scolarisation des enfants handicapés en milieu ordinaire y est plus ou moins développée. En Europe, nous observons tout un éventail de situations, dont chacune se justifie par l'histoire, le contexte politique, les particularités locales.

Ces situations vont de la scolarisation majoritaire dans des établissements spécialisés, jusqu'à des démarches volontaristes en vue d'une scolarisation majoritaire en classe ordinaire.

II. Le cas de la France

Si vous le permettez, je voudrais dire un mot du cas de la France.

En effet, la politique éducative de la France en faveur des élèves handicapés a connu depuis 4 ans **des avancées très importantes**.

En 2005, l'Assemblée nationale française a voté une nouvelle loi, dite « loi pour l'égalité des droits et des chances », qui a posé un certain nombre de principes décisifs. Le plus important, c'est qu'elle a posé **les principes du droit à la scolarisation des enfants handicapés**.

C'est évidemment un cap décisif, **qui reconnaît de façon solennelle le droit des enfants handicapés et des familles à bénéficier d'une scolarisation aussi proche que possible des conditions ordinaires, de façon prioritaire en milieu ordinaire, et si nécessaire, dans un milieu adapté**.

Cette loi a aussi posé les bases d'une meilleure collaboration de tous les acteurs de la prise en charge du handicap : les professeurs, le personnel médical, les collectivités locales, les familles, les associations.

Enfin, la loi de 2005 a permis de faire en sorte que chaque enfant handicapé puisse bénéficier d'un **projet personnalisé**, adapté à son handicap, pour une prise en charge qui puisse l'aider au mieux de ses besoins spécifiques.

Ainsi, **la loi a permis une véritable mobilisation nationale** autour de la question de la scolarisation des élèves handicapée, une mobilisation qui a permis d'obtenir des résultats rapides et significatifs.

En effet, en France, la scolarisation des enfants handicapés a fortement progressé quantitativement et qualitativement :

Aujourd'hui, plus de 162 000 élèves handicapés ont été scolarisés en 2007-2008 au sein des établissements scolaires, publics et privés.

Cela représente une augmentation de 80% depuis 2003 !



Conférence PFUE
« Inclusion sociale : une approche européenne de la scolarisation des
élèves handicapés »
29 octobre 2008
Ouverture par Jean-Louis Nembrini, DGESCO

Et il faut noter que cette scolarisation **se développe particulièrement en classes ordinaires** où 110 800 élèves sont scolarisés dans le 1^{er} et le 2nd degrés.

Elle se renforce également dans les dispositifs collectifs : plus de 51000 élèves sont scolarisés dans des dispositifs d'intégration.

Pour le primaire, il s'agit des classes **d'intégration scolaire (CLIS)** : il en y a maintenant plus de **4060** réparties sur tout le territoire.

Pour le secondaire, nous comptons maintenant près de 1550 unités pédagogiques d'intégration (UPI). Il faut noter là encore une progression très importante : puisque ces classes n'étaient qu'un millier environ en 2006-2007.

Le ministre de l'Éducation nationale, Xavier Darcos, a justement rappelé, lors de sa conférence de rentrée, que nous devons atteindre en 2010 l'objectif de 2000 unités pédagogiques d'intégration, ce qui permettra de couvrir tout le territoire français d'un réseau serré d'établissements qui pourront accueillir dans les meilleures conditions la scolarité des enfants handicapés.

Bien sûr, tous ces chiffres ne veulent rien dire s'ils ne sont pas accompagnés d'un effort dans le sens de la qualité de la prise en charge du handicap.

Et cette qualité, je crois qu'elle tient essentiellement à **trois grands facteurs** :

- le premier c'est **l'implication des familles**. Je crois ce point très important, car le handicap ne touche pas seulement la personne qui en est directement affecté. Ses proches, son entourage, ses amis doivent être pris en compte comme des éléments essentiels de la réussite du parcours éducatif.

Et c'est justement pour aider les parents que nous avons mis en place **un numéro téléphonique national** (Aide Handicap Ecole, 08 10 55 55 00) qui permet aux familles d'entrer en contact avec les pouvoirs publics, pour faire part de leur difficulté.

Le but, dans ce cas, est d'améliorer le traitement de la difficulté, en permettant aux familles de trouver des ressources dont elles ne bénéficient pas nécessairement au niveau local.

Par ailleurs, toujours concernant l'implication des familles, tous les efforts sont faits au niveau local **pour les associer au projet éducatif personnel** qui est constitué autour de leur enfant.

Le second facteur de qualité tient naturellement à **la qualité de l'encadrement pédagogique**.

Là encore, l'Éducation nationale française s'est mobilisée, **en recrutant cette année encore 2700 auxiliaires de vie scolaire supplémentaires** qui aideront à l'intégration dans les structures scolaires des enfants handicapés.



Conférence PFUE
« Inclusion sociale : une approche européenne de la scolarisation des
élèves handicapés »
29 octobre 2008
Ouverture par Jean-Louis Nembrini, DGESCO

Nous faisons aussi un important effort de **mobilisation des enseignants**, grâce notamment à des **enseignants référents**, qui constituent en quelque sorte les pivots de tout le dispositif éducatif : ils permettent de souder tous les acteurs de l'éducation des élèves handicapés, les parents, les enseignants, les personnels soignants, et les instances départementales.

Enfin, le troisième facteur de qualité réside dans la notion d'accessibilité.

L'accessibilité, elle est bien sûr d'abord **physique**. Et je crois que nous ne devons pas négliger tout ce que peut représenter pour une personne handicapé(e) le fait de pouvoir accéder facilement à son lieu de travail, ou à son lieu de scolarisation.

Mais, puisque nous sommes rassemblés aujourd'hui pour parler de scolarité, je parlerai surtout de ce que je voudrais nommer l'« **accessibilité pédagogique** ».

L'accessibilité pédagogique, c'est le fait de **pouvoir adapter les modalités intellectuelles d'apprentissage, donc les méthodes d'enseignement, à une situation de handicap donnée.**

Car souvent le handicap, nous le savons tous ici, tient autant à l'absence ou à la déficience de l'adaptation qu'à la déficience physique elle-même !

Voilà pourquoi l'Éducation nationale française fait actuellement de gros efforts pour mettre en place les conditions de cette accessibilité pédagogique.

La première condition, c'est évidemment la formation des enseignants.

Et je ne parle pas ici seulement des enseignants spécialisés, mais de **tous** les enseignants.

Car s'il est un point sur lequel, je crois, que nous avons des marges de progrès, c'est bien la sensibilisation des enseignants des classes ordinaires à la prise en charge du handicap.

Ce point est essentiel si nous voulons vraiment que l'aide aux personnes handicapées ne soit pas simplement une compétence technique réservée à des techniciens, mais bien un état d'esprit et une mission que tout enseignant puisse concevoir comme sienne !

Et donc, nous devons agir (toujours la volonté !) aussi bien sur la formation initiale que sur la formation continue des enseignants des classes normales, en veillant à ce que les compétences acquises en vue de l'accueil des enfants handicapés soient mieux reconnues et valorisées.

L'accessibilité pédagogique, et c'est sa seconde condition, elle consiste aussi **dans la mise à disposition des élèves handicapés d'un « matériel pédagogique adapté »**. Le plus souvent il s'agit d'un matériel informatique, afin de leur permettre de compenser quand c'est possible la restriction d'autonomie dans le travail qui résulte de leur situation de handicap.



Conférence PFUE
« Inclusion sociale : une approche européenne de la scolarisation des
élèves handicapés »
29 octobre 2008
Ouverture par Jean-Louis Nembrini, DGESCO

Ce sont par exemple les **ordinateurs avec plage Braille** pour les élèves aveugles, ce sont encore les **micros HF** pour certains élèves déficients auditifs, ce sont enfin certains **ordinateurs avec commande buccale** pour certains élèves gravement déficients moteurs.

L'Éducation nationale consacre depuis quelques années **près de 10 M€ par an à ces matériels.**

L'accessibilité pédagogique, elle réside enfin dans tous les efforts qui sont faits par l'Éducation nationale, afin de **permettre à certains élèves handicapés de pouvoir passer des examens ou des concours dans des conditions les plus proches possibles** de celles de leurs camarades valides : l'octroi d'un temps supplémentaire pour les épreuves, la mise à disposition d'un secrétariat ou d'ordinateurs adaptés sont quelques exemples parmi d'autres.

Je voudrais enfin évoquer une nouvelle initiative qui me semble particulièrement intéressante, et je crois tout à fait symbolique de l'attention que l'Éducation nationale et plus largement la communauté nationale porte à la question du handicap – je veux parler des **nouvelles dispositions qui concernent la langue des signes française (LSF)**. Aujourd'hui, la langue des signes française est reconnue en France comme une langue française à part entière, donc une langue de la République.

Voilà pourquoi nous avons commencé à organiser son enseignement pour les élèves concernés (un programme d'enseignement pour l'école primaire est déjà en place). C'est pourquoi aussi nous avons organisé dès la session 2008 du baccalauréat, une épreuve facultative de langue des signes française, ouverte à **tous les élèves, qu'ils soient déficients auditifs ou non.**

Et il faut noter que cette épreuve a rencontré un vif succès puisqu'elle a réuni plus de 120 candidats pour sa première édition, **dont la plupart n'avaient pas de déficience auditive.**

Cela signifie que l'Éducation nationale reconnaît ainsi, comme une compétence linguistique ordinaire, celle que des élèves peuvent acquérir en langue des signes.

Je crois que c'est un petit pas, mais un pas significatif qui va dans le sens de la volonté que les jeunes avaient exprimée à Lisbonne : **faire en sorte que tous puissent porter sur le handicap un regard plus éclairé, et le considèrent non pas comme un monde à part, mais comme faisant partie du monde commun.**

Conclusion

Mesdames et Messieurs,



Conférence PFUE
« Inclusion sociale : une approche européenne de la scolarisation des
élèves handicapés »
29 octobre 2008
Ouverture par Jean-Louis Nembrini, DGESCO

J'ai commencé ces quelques mots en évoquant le beau mot de volonté, et je voudrais terminer en évoquant le mot, peut-être plus beau encore, de liberté.
Car tous les mots que nous allons utiliser au cours de ces deux jours, comme la capacité, la possibilité, l'accessibilité, etc. ce sont les mots même dans lesquels se disent les modalités concrètes de la liberté physique.
En œuvrant à étendre les possibilités de scolarisation, à améliorer les conditions d'accessibilité physique et pédagogique, que faisons-nous sinon aider les handicapés à étendre la sphère des possibles, c'est-à-dire la sphère de leur liberté ?
Et inversement, si nous aidons les personnes handicapées à gagner en liberté, elles nous aident nous aussi en retour à mieux comprendre ce que signifie être libre.
Car à travers leur combat pour de meilleures conditions de vie, pour de meilleures conditions d'accès, pour de meilleures conditions de scolarisation, de travail, oui, à travers tout cela elles nous rappellent à tous ce que nous avons un peu tendance à oublier, dans nos sociétés modernes et privilégiées : elles nous rappellent que la liberté est une lutte, et que lutter pour être plus libre, c'est en esprit l'être déjà.
Je vous remercie.